

ISRAËL ET LE SAUT DANS L'INCONNU...

Le 8 décembre les députés israéliens ont voté la dissolution du parlement. Le gouvernement de Netanyahu n'a plus de majorité. Les centristes se sont retirés, ils n'étaient pas d'accord avec la proposition du premier ministre de judéiser encore plus Israël. Voici quel était selon lui l'objectif de ce projet: *«Je veux ancrer dans cette loi, qui sera une loi fondamentale, que l'État d'Israël est né et qu'il existe sur la base de la Torah et de la tradition juive»*. Ce qui aurait eu pour effet d'ajouter et le Talmud et la Guemara, commentaires sacrés, aux textes juridiques et constitutionnel de l'État israélien, tournant ainsi le dos définitivement au sionisme original. Cette loi est un appel à la partie la plus extrême de la droite israélienne. Mais que se passe-t-il à Jérusalem?

Le tournant

La classe dirigeante d'Israël est aux abois. La *«victoire»* obtenue sur le Hamas et Gaza se révèle un leurre. Le 20 décembre, en représailles à un tir de roquettes, des avions israéliens ont de nouveau frappé la bande de Gaza. C'est une situation de ni-ni, ni paix ni guerre. A l'abri derrière ses murailles, face à la mer, la population juive vit en se bouchant les yeux, les oreilles et la bouche, tout à la fois tranquille et la peur au ventre. Mais cela ne suffit pas. Plus que les armes et les bombes ou plutôt malgré elles le désespoir gagne les populations arabes vivant en Israël. Contre ce sentiment nulle force policière ou militaire ne peut rien faire. Le 18 novembre dernier un homme armé d'une hache a attaqué des juifs dans une synagogue. Il n'est plus question d'explosifs passés en contrebande mais d'un outil quasiment domestique. La prochaine fois sera-ce avec une fourchette? Ce ne sont pas les menaces de Netanyahu de détruire les maisons des terroristes qui remédieront à cela. Devant cette impasse la peur gagne les milieux dirigeants. Shabtaï Shavit ex-dirigeant et membre du Mossad a lui aussi peur. Il écrit ceci dans le grand journal libéral israélien Haaretz: *«Aujourd'hui, je suis vraiment inquiet pour l'avenir du projet sioniste»*. Décrivant une société à la recherche de barres Milky ou de passeports étrangers, il ajoute: *«Je suis inquiet de voir paraître, pour la première fois, du mépris et de l'arrogance, alliés à une bonne dose de pensée messianique pressée de faire virer le conflit à la guerre de religions»*. Il faudrait accepter de parler avec les Palestiniens. Le patron du Shin Beth (services de sécurité intérieure) a beau dire, en novembre dernier, à propos de Ma'hmoud Abbas: *«Le terrorisme ne l'intéresse pas et il n'y conduit pas [son peuple]. Pas même en sous-main!»*, rien n'y fait. Alors pour sortir de la situation on appelle à des élections qui ne changeront rien. Sauf qu'à ce moment là éclate un coup de tonnerre.

Avigdor Lieberman, la paix de l'extrême droite

Cet homme politique de droite extrême, croit que le moment est venu pour lui d'accéder au pouvoir. Il lance son projet *Going Against the Stream (À contre courant)* qui a fait l'effet d'une bombe dans les milieux de droite, religieux ou pas. Pour ce leader, le plus grand danger qui menace Israël serait la création d'un Etat binational où les juifs seraient minoritaires de fait. De plus en plus de voix en Palestine poussent dans ce sens. C'est aussi ce que Mahmoud Abbas vient d'annoncer. En cas d'échec du projet de résolution soumis à l'ONU il ne traitera plus avec le gouvernement israélien *«qui se verra alors contraint d'assumer ses responsabilités, en tant qu'occupant»*. Dans ce contexte Lieberman affirme qu'il faut renoncer à l'idée d'un Grand Israël englobant la Cisjordanie. Il faut donner aux Arabes israéliens qui ne sentent pas d'affinité avec l'Israël juif la possibilité de rejoindre la Palestine. Il envisage des échanges territoriaux et de population. Ce faisant, il reconnaît de facto la nécessité d'un Etat palestinien et il rejette l'espoir de réaliser un jour le Grand Israël. Pourquoi a-t-il pris cette décision? C'est clair. C'est l'existence de groupes radicaux du type de l'État islamique qui lui font peur.

Un nouveau parlement?

Les négociations entre partis vont bon train. Il n'est pas exclu de voir une coalition entre centristes laïcs et le parti de Lieberman. Pour autant un simple calcul montre qu'une telle alliance ne changerait pas grand-

chose. Une issue à la situation bloquée actuelle existe. Il faudrait que la gauche israélienne accepte de gouverner avec les forces arabes israéliennes et que celles-ci acceptent de participer au gouvernement de Jérusalem. C'est le sens du plaidoyer de Oudeh Basharat, militant au sein de mouvements judéo-arabe, paru dans Haaretz à la mi-décembre. Les prochaines élections auront lieu le 17 mars 2015. En attendant, la dégradation de la situation peut continuer pour le plus grand plaisir des fanatiques des deux côtés. Ce qui fait dire à Shabtaï Shavit: *«L'État d'Israël galope aveuglément vers une guerre à la Bar-Kokhba contre l'empire romain. Conflit qui aboutit alors à un exil de deux millénaires»*.

Pierre SOMMERMEYER
